

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2014-2015

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION ADRESSÉS À TOUS
LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX**



COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014:
 - a) les endroits et dates du départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a) les détails de ces ententes;
 - b) les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant.
2. Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le nom des firmes de publicité;
 - c) le mode d'octroi de chaque contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

 - a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement ;

Par une firme externe :

 - d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 ;
 - e) le but visé par chaque dépense ;
 - f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement ;
 - g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité
 - h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants) ;
 - i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

5. La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
- Organisée par une firme externe :
- c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 ;
 - d) le nom de la ou des firmes de publicité;
 - e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - f) les noms des fournisseurs ou des consultants;
 - g) le but visé par chaque dépense.
6. La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
 - b) le but visé par chaque dépense.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût total et les avenants et/ou suppléments ;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014 en indiquant pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le

montant des soumissions.

11. Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
 - a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
 - j) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige *la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
 - a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) le distributeur d'eau de source ;
 - e) le remboursement des frais de transport;
 - f) le remboursement des frais d'hébergement;
 - g) le remboursement des frais de repas;
 - h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec,
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
 - a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) le nom des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées.
 - i) les ordinateurs portables.

- 15.** Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée ;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée ;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers ;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- 16.** Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :
- a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*;
 - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
 - d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location;
 - la superficie totale pour chaque local loué;
 - la superficie totale réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - le coût d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail ;
 - le propriétaire de l'espace loué;
 - les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 18.** Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.
- 19.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 20.** Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 21.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

- 22.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions pour 2014-2015.
- 23.** Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.
- 24.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - la date de l'assignation hors structure ;
 - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 25.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :
- coûts de chacun;
 - le fournisseur
 - la nature du service
 - les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison
 - la réservation de loges
 - les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
- 26.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site.
- 27.** Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
- 28.** Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

29. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :
- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - le nombre total de demandes reçues;
 - le nombre total de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
30. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014:
- le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
31. La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
32. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.
33. Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.
34. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.
35. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

38. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
39. Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?
- fournir la liste des noms, des fonctions précédents occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne ;
 - fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
40. Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?
- fournir la liste des noms, des fonctions précédents occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne ;
 - fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
42. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- le nombre d'autorisations;
 - le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat ;
 - le montant accordé;
 - le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire ;
 - les motifs de la demande
 - tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
45. Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG1

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014

- a) les endroits et dates du départ et du retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncée, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant.

1 voyage à Vancouver

Départ : 5 juin 2013

Retour : 9 juin 2013

Frais de transport : 1 923.22 \$

Frais d'hébergement et repas aux frais du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA).

Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : **RG2**

Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait **au Québec** par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Diane Lemieux, présidente-directrice générale

Date départ	Date d'arrivée	Frais transport	Frais de voyage
2013-05-14 Montréal – Val-D'Or	2013-05-15 Val-D'Or - Montréal	1 770.05 \$	242.17 \$
2013-07-04 Montréal – Sept-Îles	2013-07-04 Sept-Îles - Montréal		

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions 2014-2015
- b) les noms des firmes de publicité;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicités 2013

Client	Publicité	Détails
ACQ	3,500 \$	Publicité dans Agenda 2013 – ACQ Montréal
AEMQ	1,100 \$	1/2 page publicitaire dans le journal "La voie du maçon"
APCHQ - Région Beauce-Appalaches	531 \$	Publicité 1/2 page dans magazine Expo-Habitat + 1/6 page (escompte 300 \$)
APCHQ - Région Mauricie-Lanaudière	1,000 \$	1/2 page publicité dans Magazine Grande tournée 2013
APCHQ - Région Mauricie-Lanaudière	825 \$	Publicité 1/2 page dans magazine Expo-Habitat (escompte 250 \$)
APCHQ - Région Montérégie	5,000 \$	Publicité 2 onglets - Répertoire 2013
APCHQ - Région Montérégie	3,000 \$	Publicité - agenda 2014
Beesum Communications	795 \$	1/2 page in the Nation vol. 20-6, publication 25 janvier 2013
Beesum Communications	795 \$	1/2 page in the Nation vol. 20-16, publication 14 juin 2013
Beesum Communications	1,495 \$	1 page dans le Bottin de la Baie James 2013
Beesum Communications	1,145 \$	1/2 page in James Bay Phone Book 2014
Beesum Communications	1,878 \$	Advertising in Nation vol. 21-03, Dec.13, 2013
Centre de services partagés du Québec	6,322.41 \$	Publicité dans la Gazette officielle - Publications Québec
CMEQ	5,775 \$	Publicité Informel (2013)
CMEQ	3,900 \$	Publicité "Électricité Québec"
Corporation Sun Média - Journal de Montréal	2,361 \$	Publicité - Salon de l'éducation de Montréal dans le Journal de Montréal
Gillcom	625 \$	Magazine Premières Nations 1/4 page - Édition été 2013
GordonGroup Marketing	2,625 \$	Insertion in Options Carrieres secondaire Fevrier 2013
Indiana Marketing	2,690 \$	1/2 page couleur Répertoire d'affaires et des communautés autochtones du Qc
Innuvelle	1,390 \$	Parution décembre 2012 & janvier 2013 (volume 15, numéro 11)

Journal de Montréal	35,649 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal de Québec	18,533 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal Le Nouvelliste	14,842 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal La Tribune	15,499 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal Le Quotidien	8,509 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal La Voix de l'Est	7,022 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal Le Droit	12,825 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal Constructo	5,610 \$	Campagne conformité "La carte c'est non négociable"
Journal de Québec	1,709 \$	Journal de Québec – Inscription au cours de connaissance générale
La Presse, La Presse +	4,419 \$	CV Construction – Emploi Montréal 1/7 page couleur
L'Hebdo Charlevoisien	223 \$	SALC itinérant La Malbaie (L'Hebdo Le Charlevoisien)
Le Soleil	1,474 \$	Cahier spécial - Salon Carrière
L'Hebdo Charlevoisien	1,284.00 \$	SALC itinérant
Corporation Sun Média	16,388.60 \$	SALC itinérant
Médias Transcontinental	8,608.84 \$	SALC itinérant
Les Éditions Pole-Position inc.	4,730 \$	Publicité demi-page édition printemps, été, automne, hiver, Les Bâisseurs de la Montérégie
Les Publications Via Bitume	1,695 \$	1 page couleur dans la revue Via Bitume - Mars 2013
Magazine Formes	3,750 \$	Publication Formes, Édition V9N1.13, 1 page couleur
Médias Transcontinental S.E.N.C.	14,000 \$	Portail Voir Vert – Partenaire Platine pour l'année 2013
Magazine Constas	2,115 \$	Journal l'Habitation – 1 page 4 couleurs, Magazine Constas
Nunatext	8,850 \$	Parution It's non negociable (Journal Nunatsiq News)
Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec	3,800 \$	Publicité - Forfait or 50e anniversaire Magazine l'orientation 50e janvier 2014
Regroupement des Entrepreneurs en coffrage du Québec (RECQ)	1,400 \$	Publicité agenda 2014
Réseau NRJ	985,935 \$	Campagne Carnet référence
Météo Média	36,000 \$	Campagne Carnet référence
Quotidiens	72,900 \$	Campagne Carnet référence
Septembre Éditeur	8,230.50 \$	Palmarès des carrières 2014, publicité sur site monemploi.com, bannière, envoi d'une infolettre aux abonnés
Solutions d'Affaires 411	399.95 \$	Annonce dans www.affaires411.ca , annuaire en ligne
Versants du Mont Bruno	11,475 \$	1 page couleur dans Magazine Mode d'emploi

Commandites 2013

Client	Commandite	Détails
ACQ	23,000 \$	Sceau d'or + congrès annuel
AAPI	1,000 \$	Partenaire au Congrès AAPI - 21e édition (Hôtel Château Laurier, Québec)
ACRGTO	5,000 \$	Commandite Déjeuner-conférence – Congrès annuel au Fairmont Manoir Richelieu
ADIGECS	1,250 \$	Congrès annuel 2013 de l'ADIGECS
APCHQ - Région Bas St-Laurent, Gaspésie, Les Iles	600 \$	Commandite - Partenariat Évènement Construction 30 novembre 2013- 62e Banquet annuel
APCHQ - Région Lac St-Jean	1,750 \$	Partenariat Contact Construction
APCHQ - Région de Montréal	8,000 \$	Gala Domus - 9 février 2013
APCHQ	20,000 \$	52e Congrès provincial de l'APCHQ – Entente de partenariat (Hilton Lac Leamy)
APCHQ - Région Québec	2,500 \$	Entente de partenariat Gala Nobilis
APCHQ - Région Saguenay	1,750 \$	Partenariat Contact Construction
AQISEP	4,000 \$	Entente de partenariat 2013-2014
AQISEP	8,000 \$	Colloque sur l'approche orientante – Salon des exposants 27 mars 2014
ARCCQ	2,000 \$	Congrès annuel 2013 de l'ARCCQ
Bâtitseur d'un jour	12,000 \$	Commandite pour l'évènement Bâtitseur d'un jour
CEGQ	10,000 \$	16e congrès - Partenaire officiel
CMEQ	10,000 \$	Commandite - Congrès CMEQ 2013
Compétences Québec	45,000 \$	13e Olympiades québécoises des métiers et des technologies Commandite majeure
Concours Chapeau les filles!	9,000 \$	Participation montant initial de 5 000 \$ + 2 bourses de 2 000\$/chac.
Contech	12,500 \$	Grande rencontre Contech du 20 février 2013 chantier dans tous ses états
École de technologie supérieure	2,500 \$	Soutien financier à Mme Christiane Papineau Recherche doctorale dans l'industrie de la construction
ICÉA	20,000 \$	Contribution à la Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF)
Option Femmes Emploi (CAMEO)	5,000 \$	Promotion des femmes de la construction à l'évènement Bâtitseur d'un jour 2013
Qualité Habitation	10,000 \$	Gala Habitation 2013 (Partenariat & commandite)

Articles promotionnels

2013

Fournisseur	Montant
Odyssée 2001	8 449 \$
Groupe Trium inc.	2 045 \$
Mao Marketing	29 761 \$

Articles promotionnels destinés aux activités tels que salons Expo Habitat, Salons éducation et emploi, Olympiades, écoles primaires et secondaires.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement ;

Par une firme externe :

- d) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) le nombre total d'événements ventilé par type d'événement ;
- g) le nom du professionnel ou de la firme de publicité
- h) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants) ;
- i) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

2013

Aucune dépense n'a été engagée pour l'organisation et la tenue de conférence de presse ou autres événements médiatiques durant l'année financière 2013.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but recherché par chaque dépense;

Organisée par une firme externe :

- c) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- d) le nom de la ou des firmes de publicité;
- e) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- f) les noms des fournisseurs ou des consultants;
- g) le but visé par chaque dépense.

Voir annexe

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG5

Formation	Type	But visé	FOURNISS EUR	SOMMES INVESTIES 2013-2014	PRÉVISIONS 2014-2015	Date	Duree (hres)	Type classification	Desc. Classification	Service
Exercice 2013										
Accueil des personnes handicapées	Perfectionnement externe	Amélioration de la compétence SALC		152.72 \$		8 octobre 2013	3.00	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Accueil des personnes handicapées	Perfectionnement externe	Amélioration de la compétence SALC		187.32 \$		8 octobre 2013	3.00	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Accueil des personnes handicapées	Perfectionnement externe	Amélioration de la compétence SALC		111.79 \$		9 octobre 2013	3.00	Syndiqué	TECHNICIEN EN INFORMATION	Communications
Accueil des personnes handicapées	Perfectionnement externe	Amélioration de la compétence SALC		67.39 \$		9 octobre 2013	3.00	Syndiqué	AGENT DE BUREAU	Communications
Code d'éthique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		67.39 \$		29 août 2013	3.50	Syndiqué	AGENT DE BUREAU	Communications
Code d'éthique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		152.72 \$		2 octobre 2013	3.50	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Code d'éthique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		172.60 \$		2 octobre 2013	3.50	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Code d'éthique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		265.38 \$		4 décembre 2013	5.00	Hors-Convention	Chef de section - création et web	Communications

Commission de la construction du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Formation	Type	But visé	FOURNISS EUR	SOMMES INVESTIES 2013-2014	PRÉVISIONS 2014-2015	Date	Duree (hres)	Type classificatio n	Desc. Classification	Service
Exercice 2013										
Code d'éthique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		290.15 \$		4 décembre 2013	5.00	Hors-Convention	Chef de section - relations publiques & aff. corporatives	Communications
Directive concernant le traitement d'une demande de communication de documents ou de renseignements (Loi d'accès)	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		50.54 \$		29 août 2013	2.50	Syndiqué	AGENT DE BUREAU	Communications
Directive concernant le traitement d'une demande de communication de documents ou de renseignements (Loi d'accès)	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		114.54 \$		25 septembre 2013	2.50	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Directive concernant le traitement d'une demande de communication de documents ou de renseignements (Loi d'accès)	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		78.22 \$		26 novembre 2013	2.50	Syndiqué	Technicien, web et plateformes technologiques	Communications
Directive concernant le traitement d'une demande de communication de documents ou de renseignements (Loi d'accès)	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		129.45 \$		26 novembre 2013	2.50	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Écotourisme et espaces naturels	Formation académique	Formation continu		- \$		1 janvier 2013	45.00	Syndiqué	TECHNICIEN EN INFORMATION	Communications
Environnements administratifs et politiques du tourisme	Formation académique	Formation continu		- \$		1 janvier 2013	45.00	Syndiqué	TECHNICIEN EN INFORMATION	Communications
Initiation aux principes du Lean Six Sigma - Atelier de simulation	Perfectionnement externe	Amélioration de l'efficacité opérationnelle	E3 Services conseils	297.52 \$		12 novembre 2013	3.50	Hors-Convention	DIRECTEUR - SIÈGE SOCIAL	Communications

Formation	Type	But visé	FOURNISS EUR	SOMMES INVESTIE S 2013- 2014	PRÉVISIONS 2014-2015	Date	Duree (hres)	Desc. Classification	Service	
Exercice 2013										
Listening and speaking	Formation académique	Formation continu		316.68 \$		1 juin 2013	45.00	Syndiqué	TECHNICIEN EN INFORMATION	Communications
Management du changement	Formation académique	Formation continu		376.03 \$		1 juin 2013	45.00	Syndiqué	TECHNICIEN EN INFORMATION	Communications
PDGL - Programme, coaching et orientation	Perfectionnement externe	Amélioration de la compétence GRH	COSE	592.39 \$		28 février 2013	5.50	Hors-Convention	DIRECTEUR - SIÈGE SOCIAL	Communications
Programme d'accueil des nouveaux employés	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		88.18 \$		28 août 2013	3.50	Syndiqué	AGENT DE BUREAU	Communications
Programme d'accueil des nouveaux employés	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		191.33 \$		25 septembre 2013	3.50	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Programme d'accueil des nouveaux employés	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		171.45 \$		25 septembre 2013	3.50	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Programme d'accueil des nouveaux employés	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		109.80 \$		27 novembre 2013	3.50	Syndiqué	Technicien, web et plateformes technologiques	Communications
Sensibilisation à la sécurité informatique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		50.54 \$		28 août 2013	2.00	Syndiqué	AGENT DE BUREAU	Communications
Sensibilisation à la sécurité informatique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		129.45 \$		26 septembre 2013	2.00	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Sensibilisation à la sécurité informatique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		76.67 \$		28 novembre 2013	2.00	Syndiqué	Technicien, web et plateformes technologiques	Communications
Sensibilisation à la sécurité informatique	Formation interne	Intégration d'un nouvel employé		114.54 \$		28 novembre 2013	2.00	Syndiqué	CONSEILLER EN RELATIONS PUBLIQUES	Communications
Technologie, distribution et transport	Formation académique	Formation continu		950.04 \$		1 janvier 2013	45.00	Syndiqué	TECHNICIEN EN INFORMATION	Communications

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015;
- b) le but visé par chaque dépense.

Aucune dépense en formation de communication pour 2013-2014.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût total et les avenants et/ou suppléments ;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La Loi sur les contrats des organismes publics ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

La Loi sur les contrats des organismes publics ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

L'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG11

Le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Sans objet.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

De fiche : RG12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
- k) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Nom	Nature	Statut	Coûts
Carnet de référence construction	Service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.	En cours	1 189 300 \$
Déboursé rentier via dépôt direct	Administration du déboursé rentier et forfaitaire utilisant le dépôt direct centralisé	En cours	828 450 \$
GID	Gestion intégrée des documents	En suspens	283 300 \$
Mercure (Tablette intelligente mobile)	Remplacement des outils technologiques des inspecteurs	Terminé	309 190 \$
SIR	Remplacement du système Admin 2000 (Gestion des prestations de retraite et de décès des employés de l'industrie de la construction)	En cours	2 993 996\$

Les coûts représentent les efforts TI

*La Commission de la construction du Québec n'est pas soumise à la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) le distributeur d'eau de source ;
- e) le remboursement des frais de transport;
- f) le remboursement des frais d'hébergement;
- g) le remboursement des frais de repas;
- h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec,
 - II. à l'extérieur du Québec.

**Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2013**

Mobilier de bureau	0 \$
Ameublement	0 \$
Remboursement de frais de transport	7 617.55 \$
Remboursement des frais d'hébergement	5 285.17 \$
Remboursement des frais de repas	1 388.77 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès	0 \$
Remboursement distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement pour location ou achat d'encadrement	0 \$

Remboursement pour photocopie, plantes, machine à café :
impossible d'isoler les coûts pour la Direction générale

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

De fiche : RG14

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées.
- i) les ordinateurs portables.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

- **Le nombre de téléphones cellulaires, "Blackberry", iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés**
359
- **Le nombre de téléavertisseurs utilisés**
0
- **Les coûts d'acquisition des appareils (contrat de 3 ans)**
Blackberry : coût moyen de 60 \$
Cellulaires : 0 \$.
- **Le coût d'utilisation des appareils; (contrat de 3 ans)**
Blackberry = 44,00\$/Mois
Cellulaire = 20,00\$/Mois
- **Le nom du fournisseur**
BELL Mobilité
- **Le nombre de minutes utilisées pour la période d'avril à novembre 2013**
578 785 minutes d'utilisation
- **Le nombre d'ordinateurs portables et tablettes électroniques**
1 564 ordinateurs portables et tablettes

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée ;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée ;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers ;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Le personnel de la CCQ n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*. (Voir en annexe l'extrait de notre *Rapport annuel de gestion 2013*)

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG15

Annexe

Répartition des effectifs permanents au 31 décembre 2013

Effectifs 2013	Actifs
Direction générale	42
Vice-présidence au service à la clientèle et au développement	120
Vice-présidence	3
Communications	9
Recherche et documentation	10
Service à la clientèle	11
Centre d'appels – Montréal	40
Centre d'appels – Québec	39
Bureau de projets	1
Unité performance organisationnelle et planification stratégique	3
Unité diversité de la main-d'œuvre et développement	4
Vice-présidence aux Opérations	389
Vice-présidence	2
Coordination stratégique des opérations	22
Opérations tactiques – Montréal	27
Opérations tactiques – Québec	8
Opérations – Ouest du Québec	6
Abitibi-Témiscamingue	14
Mauricie-Bois-Francis	20
Montréal	146
Outaouais	22
Opérations – Est du Québec	4
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie	19
Côte-Nord	20
Estrie	16
Québec	43
Saguenay–Lac-Saint-Jean	20
Vice-présidence aux services aux partenaires	228
Vice-présidence	2
Avantages sociaux	139
Formation professionnelle	53
Gestion de la main-d'œuvre	34
Vice-présidence aux ressources et aux finances	185
Vice-présidence	2
Ressources financières	61
Ressources informatiques	101
Ressources matérielles	21
Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général	40
Vice-présidence	4
Application des conventions collectives	8
Services juridiques	22
Unité des enquêtes spéciales	6
Total	1 004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG15

Indicateurs de gestion des ressources humaines au 31 décembre 2013

Indicateur		2013	2012
Ressources humaines			
Répartition des effectifs par type et par catégorie d'emploi au 31 décembre	– Permanents	1 004	956
	– Temporaires	74	82
	– Cadres et membres de la direction	122	119
	– Professionnels non syndiqués	71	47
	– Professionnels syndiqués	148	129
	– Personnel administratif	737	743
	– Hommes	322	299
	– Femmes	756	739
Répartition des effectifs par groupe d'âge au 31 décembre	– Moins de 20 ans	0	0
	– 20-29 ans	120	130
	– 30-39 ans	353	312
	– 40-49 ans	313	314
	– 50-59 ans	262	252
	– plus de 60 ans	30	30
Taux de roulement	Nombre de départs volontaires / Nombre de postes permanents au 31 décembre	2,19 % (départs volontaires / inclus retraites)	3,45 % (départs volontaires / inclus retraites)
	Nombre d'embauche de nouvelles ressources	79 permanents + 131 temporaires = 210	51 permanents + 122 temporaires = 173
	Nombre de congédiement pour actes frauduleux	3	3
Formation	Investissement en matière de formation par rapport à la masse salariale (en %)	3 %	2 %
Nombre de jours de formation (7 heures par jour)	Formation globale	5 660	3 295
Ressources budgétaires et financières			
Dépenses pour la formation et le développement du personnel	– Dépenses totales en formation par employé	2 077 \$	1 178 \$
	– Dépenses de formation interne par employé	943 \$	592 \$

Mouvement de personnel et taux de roulement

La CCQ a embauché 210 nouveaux employés en 2013 et a enregistré 530 mouvements de personnel à l'interne afin de pourvoir des postes laissés vacants en raison de promotions, de départs, de retraites, de maladies de longue durée et de congés de maternité, et combler ceux liés à l'aide gouvernementale.

Quant au taux de roulement qui évalue le nombre de départs volontaires par rapport au nombre de postes permanents, il était de 2,19% en 2013, comparativement à un taux de 3.45% en 2012.

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG16

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) Le nombre de départs à la retraite pour 2013 : 29
- b) 18 des retraités de 2013 ont été remplacés
- c) En 2014, les départs à la retraite prévus sont de 43 .et de 25 pour 2015.
- d) Non applicable

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir document en annexe.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

Étude des crédits 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG17

RÉSUMÉ BAUX 2013-14 CCQ					
Emplacement	Propriétaire	Durée du bail	Superficie Totale*	Loyer mensuel 2012-13	Aménagement
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1er février 2011 au 31 janvier 2016	399,9 m ²	Loyer annuel : 86 186\$/an 215.49\$/m ²	0 \$
Saguenay 1 299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1er septembre 2011 au 31 août 2016	415,6 m ²	Loyer annuel : 83 803\$/an 201.64\$/m ²	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1er juillet 2012 au 30 juin 2017	518,2 m ²	Loyer annuel 103 918\$/an 200.54\$/m ²	0 \$
Montréal 1100 Crémazie	GESTION PLANETA Local 300	1 an du 1 ^{er} mai 2013 au 30 avril 2014	581,6 m ²	Loyer annuel : 168 081\$/an 288\$/m ²	0 \$
Montréal 1100 Crémazie	GESTION PLANETA Local 400	1 an du 1 ^{er} mai 2013 au 30 avril 2014	425,4 m ²	Loyer annuel : 124 137\$/an 291.81\$/m ²	0 \$
Montréal 1100 Crémazie	GESTION PLANETA Local 410	1 an du 1 ^{er} mai 2013 au 30 avril 2014	469,3 m ²	Loyer annuel : 135 646\$/an 289.04\$/m ²	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1er juin 2011 au 31 mai 2016	451 m ²	Loyer annuel : 95 886\$/an 212.61\$/m ²	34 008 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1er octobre 2009 au 30 septembre 2014	451 m ²	Loyer annuel : 79 169\$/an 175.54\$/m ²	0 \$

- La superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013- et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de budget discrétionnaire.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG23

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coûts de chacun;
- b) le fournisseur
- c) la nature du service
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison
- e) la réservation de loges
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Liste des abonnements pour 2013-2014

Aucun abonnement de club privé ou billet de saison.

Liste des abonnements du Centre de documentation de la Commission de la construction du Québec

Accès à l'information : loi annotée : jurisprudence, analyse et commentaires (Mise à jour) / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais

Architectural record. -- / 0003858X / New York : McGraw-Hill

Avantages [ressource électronique]. -- / Montréal : Éditions Rogers.

Benefits and pensions monitor. -- / 11910763 / North York, Ont. : Powershift Communications inc., 1991-

Bloomberg Businessweek [ressource électronique]. -- / New-York, NY : Bloomberg L.P.

Bloomberg businessweek. -- / 00077135 / New York : Bloomberg L.P., 2010-

Bulletin de la période de questions [ressource électronique]. -- /

Canada Supreme Court reports = Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada. -- / Ottawa : Queen's Printer = Imprimeur de la Reine, 1970-

Canadian construction labour and employment law / Stephen A. McArthur ... [et al.]. -- / Markham, Ont. : LexisNexis Canada, 1997-

Canadian property management. -- /

Citation [ressource électronique]. -- / Québec : Novaxis Solutions.

Code civil Québec = Québec Civil Code (mise à jour)

Code criminel : L.R.C. (1985), ch. C-46 et lois connexes = Criminal code : R.S.C., 1985, c. C-46 and related statutes / textes préparés par Le Centre de documentation juridique du Québec. -- / Montréal : Wilson & LaFleur, c1990- .

Code de procédure civile du Québec (mise à jour éd. 2003-)

Code de procédure pénale annoté et jurisprudence / réalisation de la table alphabétique et analytique du Code et collaboration au service de mise à jour, Me Jean-François Bouvette ; supervision et coordination, Directeur de la recherche et du développement. -- / Farnham, Québec : Éditions juridiques FD, 1994-

Compagnon du Devoir. -- / 12401730 / Paris Association ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France 1993-

Concrete construction. -- / 15337316 10515526 / Addison, Ill. : Aberdeen Group, c1999-

Constructo. -- / 1711005X 00472115 / Saint-Laurent, Québec : Groupe Constructo, 2001-

CPA magazine. -- / 14904225 / Toronto : Comptables professionnels agréés du Canada, c2014-

Documentation et bibliothèques. -- / 03152340 / Montréal : Association canadienne des bibliothécaires de langue française, 1973-
Droit immobilier du Québec [ressource électronique]. -- / Montréal : GDL Crédit Ressource Québec.
E-CPS. -- /
Effectif. -- /
ENR. -- / 08919526 / [New York, N.Y. : McGraw-Hill], c1987-
Espace Montréal. -- /
Express civil [ressource électronique]. -- /
Express du travail [ressource électronique]. -- /
Forces. -- / 17159350 00156957 / Montréal : Relations publiques de l'Hydro-Québec, 1967-
Frontière. -- /
Gazette officielle du Québec. Partie 2, Lois et règlements = Québec official gazette. Part 2, Laws and regulations. -- / 07035721 / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1973-
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information [ressource électronique] / de l'Association sur l'accès et la protection de l'information ; rédactrices pour l'AAPI, Diane Poitras et Mélanie Vincent. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2006-c2012.
Harvard Business Review [ressource électronique]. -- / Boston : Graduate School of Business Administration, Harvard University.
Harvard business review. -- / 00178012 / Boston : Graduate School of Business Administration, Harvard University, 1922-
Infopresse. -- / 17096618 0827411 / Montréal : Éditions Infopresse, 2003-
Innuvelle : le journal qui nous rassemble. -- / 1480638X / Sept-Îles [Québec] : Radio Kushapetsheken Apitumamiss Uashat Inc., 1998-
IT Pro [ressource électronique]. -- / Nashua, NH : Skillsoft, 2002-
Jamésien. -- /
Journal de la Commission de l'économie et du travail. -- / Québec : Assemblée nationale.
Journal des Débats de la chambre. -- / Québec : Assemblée nationale.
Journal of applied measurement. -- / 15297713 / Maple Grove, Minn. : [s.n.], c2000-
Juris.doc [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-
La Presse sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 200?-
La Presse. -- / 03179249 / Montréal : [s.n.], 1884-
La Référence. -- /
La revue du notariat. -- / 00352632 / Outremont : Chambre des notaires du Québec, 1898-
La Semaine commerciale [ressource électronique]. -- / Laval : Groupe Echo, 200?-
La société par action. -- / Montréal : Éditions Wilson & Lafleur, Martel, c2011-
L'Actualité économique [ressource électronique]. -- / Montréal : École des Hautes Études Commerciales.
L'actualité. -- / 03838714 / Montréal : Maclean-Hunter, 1976-
L'Avant-poste gaspésien. -- /
Le Catalogue [ressource électronique]. -- / Notre-Dame de l'Île Perrot : Services automatisés
Le congédiement en droit québécois : en matière de contrat individuel de travail / Georges Audet, Robert Bonhomme, Clément Gascon ; avec la participation additionnelle de Chantal Lamarche, Laurent Lesage. -- / Cowansville, Québec : Y. Blais, c1991- .
Le contrôle judiciaire de l'action gouvernementale / Comité de rédaction, Denis Lemieux et les rédacteurs des Publications CCH/FM Ltée. -- / Farnham, Québec : Les Publications CCH/FM, c1986-
Le Courrier parlementaire [ressource électronique]. -- / Montréal : Mass-Média.
Le Devoir. -- / 03190722 / Montréal : Populaire, 1910-
Le Droit sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 2010-
Le droit transitoire : sources annotées (Mise à jour) / Cowansville (Québec) Éditions Yvon Blais inc., 1994-
Le Failli [ressource électronique]. -- / Montréal : GDL Crédit Ressource Québec.
Le Journal de Montréal. -- / 08395179 / Montréal : Société de publication du Journal de Montréal, 1964-
Le Nouvelliste. -- /
Le radar. -- / Cap-aux-Meules [Québec : s.n., 1972?]-

L'Écho Abitibien. -- / Val-d'Or : [s.n.], 1950-
Légis Québec [ressource électronique]. -- / aQuébec : Les Publications du Québec, 2003. --
Les affaires [ressource électronique]. -- / Montréal : [Publications Les Affaires, 1981]-
Les affaires. -- / 02293404 / Montréal : [Publications Les Affaires, 1981]-
Les Cahiers de droit [ressource électronique]. -- / Québec : Université Laval, Faculté de droit.
Les cahiers de droit. -- / 0007974X / Québec : Université Laval, Faculté de droit, 1954-
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail / Linda Bernier ... [et al.]. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2009-
Loi et règlements sur les régimes complémentaires de retraite [ressource électronique] : extraits commentés / [Comité de rédaction Luce Gobeil ... et al. ; collaboration à la conception et à la rédaction André Lorquet, Renée Madore, Mario Marchand]. -- / Québec : Régie des rentes Québec, [2005]-
Lois du Québec. -- / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1978-
Lois du travail = Labour laws (mise à jour)
M public sector management secteur public. -- /
Maison du 21e siècle. -- /
Manuel de preuve pénale / Jean-Guy Boilard. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, [1991]-
MDGuidelines [ressource électronique]. -- / Westminster, CO: Reed Group. 1991-
Mémoire de frais : législation annotée / Marc Léger. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2005-
Native Journal. -- / Sherwood Park, AB : Native Journal.
Native law / Jack Woodward. -- / Toronto : Carswell, 1989-
Normes : ouvrages routiers / [préparé par le Ministère des transports]. -- / Québec : Publications du Québec, 1992-
Nouveau projet [ressource électronique]. -- / 19278039 (version imprimée) / Montréal : Atelier 10, 2012-
PC Magazine [ressource électronique]. -- / New-York, NY : PC Magazine.
Plumitifs [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-
Premières nations. -- /
Premium [ressource électronique]. -- / Montréal : Transcontinental.
Premium. -- /
Projet de loi no ... : ... : présentation / Assemblée nationale. -- / [Québec?] : Éditeur officiel du Québec.
Psychotropes : revue internationale des toxicomanies. -- / 12452092 / Paris : Masson, 1995-
Québec habitation APCHQ. -- /
Quotidien du Saguenay. -- /
Recherches amérindiennes au Québec [ressource électronique]. -- / Montréal : Recherches amérindiennes au Québec.
Relations de travail / Équipe de rédaction, Me Jean-Yves Brière avec la collaboration de Me Jean-Pierre Villaggi et les rédacteurs des Publications CCH Ltée. -- / Brossard, Québec : Publications CCH Ltée.
Relations industrielles / Industrial relations [ressource électronique]. -- / Québec : Département des relations industrielles.
Relations industrielles = Industrial relations. -- / 0034379X / Québec : Département des relations industrielles, 1950-
Résumés de droit pénal. -- / 14964899 / Montréal : Éd. Yvon Blais, 2001-
Revue de droit. -- / 03179656 / [Sherbrooke, Québec] : Faculté de droit, Université de Sherbrooke, 1970-
Revue des sciences de l'éducation [ressource électronique]. -- / Montréal : Revue des sciences de l'éducation.
Revue du barreau. -- /
Revue générale de droit. -- / 00353086 / Ottawa : Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, 1970-
Revue juridique Thémis. -- / 05567963 / Montréal : Éditions Thémis, 1970-
Santé et sécurité au travail / Murielle Drapeau, Richard Mailhot et les rédacteurs des Publications CCH Ltée.. -- / aFarnham : Publications CCH/FM Ltée, 1982-
Tableau des modifications et index sommaire des Règlements refondus du Québec du -- / 0714749X / [Québec] : Éditeur officiel du Québec, 1985-

The Economist [ressource électronique]. -- / Londres: Economist Group, 2008-
The gazette. -- / 03841294 / Montreal : [s.n.], 1867-
The Nation. -- / 12062642 / Montréal : Beesum Communications, 1993-
Training. -- / 00955892 / New York : Gellert, 1974-
Travail et santé. -- / 08290369 / Napierville, [Québec] : Groupe de communications Sansectra, 1985-
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législation annotées / Madeleine Lemieux. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2002-
Vecteur environnement. -- / 1200670X / Montréal : Association québécoise des techniques de l'environnement, 1995-

Veillez noter que nous avons exclus tous les titres qui sont gratuits.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : **RG26**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites « hits »;
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Le nom du site Web :

ccq.org

Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Cossette créatif (Québec).

Les coûts de construction du site :

32 700 \$

Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

0 \$

Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement), ainsi que mise à niveau du CMS :

1. mise à niveau avec l'intégration de la nouvelle version du gestionnaire de contenu
12 757 \$ (2013)

Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG27

Nominations, depuis le 1^{er} avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) les mandats;
- c) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- d) le résultat du travail effectué;
- e) les échéances prévues;
- f) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG28

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG29

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2013* de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG30

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014:

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG31

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG32

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG33

Tel que le mentionne la *Politique de financement des services publics*, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG34

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG35

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement reçue par la CCQ en 2013-2014.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis : 0 \$.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour 2013 étaient de 9 140 \$. (10 syndiqués)

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG38

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG39

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédents occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne ;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Sans objet

(Le personnel de la CCQ ne fait pas partie de la fonction publique)

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG40

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédents occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne ;
- b) fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG41

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG42

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat ;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire ;
- f) les motifs de la demande
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

L'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ne s'appliquait pas à la Commission de la construction du Québec pour la période visée.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par la Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG44

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Le personnel de la CCQ n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RG45

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Sans objet

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RGX25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement :

- a) coûts de chacun;
- b) le fournisseur
- c) la nature du service
- d) les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison
- e) la réservation de loges
- f) les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucun abonnement de club privé ou billet de saison pour 2013-2014.

Liste des abonnements de la bibliothèque de la CCQ pour 2013-2014

	N° abonnement	Date de début	Date de fin	Mode d'acquisition
		Exemplaires	Prix	Fournisseur
<u>Abonnements à des documents en version imprimée</u>				
Accès à l'information : loi annotée : jurisprudence, analyse et commentaires (Mise à jour) / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais				
	190092	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	58.70 \$	Éditions Yvon Blais
Architectural record. -- / 0003858X / New York : McGraw-Hill				
	187938	01-09-13	31-08-14	Abonn. / Réabonn.
		1	79.00 \$	McGraw Hill Inc.
Benefits and pensions monitor. -- / 11910763 / North York, Ont. : Powershift Communications inc., 1991-				
	190903	30-04-14	29-04-15	Abonn. / Réabonn.
		1	157.50 \$	Powersshift Communications Inc. c/o D.B. McKerchar
	185463	30-04-13	29-04-14	Abonn. / Réabonn.
		1	163.85 \$	Powersshift Communications Inc. c/o D.B. McKerchar
Bloomberg businessweek. -- / 00077135 / New York : Bloomberg L.P., 2010-				
	185837	24-06-13	26-05-14	Abonn. / Réabonn.
		1	65.00 \$	Bloomberg L.P.
Canada Supreme Court reports = Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada. -- / Ottawa : Queen's Printer = Imprimeur de la Reine, 1970-				
	190222	01-01-14	31-01-14	Abonn. / Réabonn.
		3	339.75 \$	Wilson & Lafleur Ltée
Canadian construction labour and employment law / Stephen A. McArthur ... [et al.]. -- / Markham, Ont. : LexisNexis Canada, 1997-				
	190874	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	205.23 \$	LexisNexis Canada Inc.

Code civil Québec = Québec Civil Code (mise à jour)				
	189868	01-01-14	30-12-14	Abonn. / Réabonn.
		9	567.00 \$	Wilson & Lafleur Ltée
Code criminel : L.R.C. (1985), ch. C-46 et lois connexes = Criminal code : R.S.C., 1985, c. C-46 and related statutes / textes préparés par Le Centre de documentation juridique du Québec. -- / Montréal : Wilson & LaFleur, c1990-				
	189871	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	126.00 \$	Wilson & Lafleur Ltée
Code de procédure civile du Québec (mise à jour éd. 2003-)				
	189869	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		9	567.00 \$	Wilson & Lafleur Ltée
Code de procédure pénale annoté et jurisprudence / réalisation de la table alphabétique et analytique du Code et collaboration au service de mise à jour, Me Jean-François Bouvette ; supervision et coordination, Directeur de la recherche et du développement. -- / Farnham, Québec : Éditions juridiques FD, 1994-				
	190408	01-12-13	30-11-14	Abonn. / Réabonn.
		1	146.06 \$	Éditions FD
Compagnon du Devoir. -- / 12401730 / Paris Association ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France 1993-				
	189955	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	120.20 \$	EBSCO Canada Ltd Contact: Valérie Dumas
Concrete construction. -- / 15337316 10515526 / Addison, Ill. : Aberdeen Group, c1999-				
	187495	01-11-13	31-10-14	Abonn. / Réabonn.
		1	39.00 \$	Concrete Construction
Constructo. -- / 1711005X 00472115 / Saint-Laurent, Québec : Groupe Constructo, 2001-				
	190624	13-05-13	12-05-14	Abonn. / Réabonn.
		1	551.28 \$	Groupe Constructo
	190623	04-05-13	03-05-14	Abonn. / Réabonn.
		1	551.28 \$	Groupe Constructo
	185615	13-05-13	12-05-14	Abonn. / Réabonn.
		1	551.28 \$	Groupe Constructo
CPA magazine. -- / 14904225 / Toronto : Comptables professionnels agréés du Canada, c2014-				
	190063	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	72.72 \$	Comptables professionnels agréés du Canada
Documentation et bibliothèques. -- / 03152340 / Montréal : Association canadienne des bibliothécaires de langue française, 1973-				
	190384	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	114.98 \$	Les Éditions ASTED inc.
ENR. -- / 08919526 / [New York, N.Y. : McGraw-Hill], c1987-				
	190819	01-04-14	02-04-15	Abonn. / Réabonn.
		1	89.00 \$	McGraw Hill Inc.
Forces. -- / 17159350 00156957 / Montréal : Relations publiques de l'Hydro-Québec, 1967-				
	189965	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	34.50 \$	Décision Média (Groupe)

Gazette officielle du Québec. Partie 2, Lois et règlements = Québec official gazette. Part 2, Laws and regulations. -- / 07035721 / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1973-

	189979	08-03-14	07-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	754.24 \$	Les Publications du Québec Service à la clientèle

Harvard business review. -- / 00178012 / Boston : Graduate School of Business Administration, Harvard University, 1922-

	188662	01-10-13	30-09-14	Abonn. / Réabonn.
		1	139.00 \$	Harvard Business School Press

Infopresse. -- / 17096618 0827411 / Montréal : Éditions Infopresse, 2003-

	188887	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	91.97 \$	Éditions Info Presse a/s Express Mag

Innuvelle : le journal qui nous rassemble. -- / 1480638X / Sept-Îles [Québec] : Radio Kushapetsheken Apitumiss Uashat Inc., 1998-

	190534	01-03-14	28-02-15	Abonn. / Réabonn.
		1	97.72 \$	Innuvelle

Journal of applied measurement. -- / 15297713 / Maple Grove, Minn. : [s.n.], c2000-

	189956	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	183.65 \$	EBSCO Canada Ltd Contact: Valérie Dumas

L'actualité. -- / 03838714 / Montréal : Maclean-Hunter, 1976-

	191088	01-08-13	31-07-14	Abonn. / Réabonn.
		1	44.79 \$	Les Éditions Rogers Limitée
	186267	01-08-13	31-07-14	Abonn. / Réabonn.
		1	44.79 \$	Les Éditions Rogers Limitée

La presse. -- / 03179249 / Montréal : [s.n.], 1884-

	190861	02-04-14	01-04-15	Abonn. / Réabonn.
		1	282.19 \$	La Presse Limitée
	190860	11-03-14	12-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	282.19 \$	La Presse Limitée

La revue du notariat. -- / 00352632 / Outremont : Chambre des notaires du Québec, 1898-

	189917	22-10-13	21-10-14	Abonn. / Réabonn.
		1	101.12 \$	Éditions Yvon Blais

La société par action. -- / Montréal : Éditions Wilson & Lafleur, Martel, c2011-

		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	545.00 \$	Wilson Lafleur

Le congédiement en droit québécois : en matière de contrat individuel de travail / Georges Audet, Robert Bonhomme, Clément Gascon ; avec la participation additionnelle de Chantal Lamarche, Laurent Lesage. -- / Cowansville, Québec : Y. Blais, c1991- .

	190101	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	100.70 \$	Éditions Yvon Blais

Le contrôle judiciaire de l'action gouvernementale / Comité de rédaction, Denis Lemieux et les rédacteurs des Publications CCH/FM Ltée. -- / Farnham, Québec : Les Publications CCH/FM, c1986-

	190293	01-03-14	01-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	1,102.50 \$	CCH Canadian Limited

Le Devoir. -- / 03190722 / Montréal : Populaire, 1910-

	189932	06-01-14	03-01-15	Abonn. / Réabonn.
		2	581.20 \$	Le Devoir
Le droit transitoire : sources annotées (Mise à jour) / Cowansville (Québec) Éditions Yvon Blais inc., 1994-				
	190617	26-02-14	26-02-15	Abonn. / Réabonn.
		1	79.70 \$	Éditions Yvon Blais
Le Journal de Montréal. -- / 08395179 / Montréal : Société de publication du Journal de Montréal, 1964-				
	190893	02-05-14	30-04-15	Abonn. / Réabonn.
		2	526.14 \$	Quebecor Media inc.
Le radar. -- / Cap-aux-Meules [Québec : s.n., 1972?]-				
	190373	28-03-14	28-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	116.12 \$	Radar
Les affaires. -- / 02293404 / Montréal : [Publications Les Affaires, 1981]-				
	189375	17-10-13	17-10-15	Abonn. / Réabonn.
		10	896.20 \$	Médias Transcontinental
	188342	13-09-13	17-10-15	Abonn. / Réabonn.
		1	89.62 \$	Médias Transcontinental
Les cahiers de droit. -- / 0007974X / Québec : Université Laval, Faculté de droit, 1954-				
	190148	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	128.90 \$	Université Laval Service des finances
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail / Linda Bernier ... [et al.]. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2009-				
	190097	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	245.50 \$	Éditions Yvon Blais
Lois du Québec. -- / Québec : Éditeur officiel du Québec, 1978-				
	191078	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	315.00 \$	Les Publications du Québec Service à la clientèle-abonnements
Lois du travail = Labour laws (mise à jour)				
	189870	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	126.00 \$	Wilson & Lafleur Ltée
Manuel de preuve pénale / Jean-Guy Boilard. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, [1991]-				
	190098	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	229.75 \$	Éditions Yvon Blais
	189922	01-01-13	01-01-14	Abonn. / Réabonn.
		1	110.15 \$	Éditions Yvon Blais
Mémoire de frais : législation annotée / Marc Léger. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2005-				
	189924	01-11-13	01-11-14	Abonn. / Réabonn.
		2	207.70 \$	Éditions Yvon Blais
Native law / Jack Woodward. -- / Toronto : Carswell, 1989-				
	190859	01-04-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	384.75 \$	Carswell
	190108	01-11-13	30-11-13	Abonn. / Réabonn.
		1	355.57 \$	Carswell
	190106	01-01-14	30-04-14	Abonn. / Réabonn.
		1	355.57 \$	Carswell

	189911	01-10-13	31-12-13	Abonn. / Réabonn.
		1	349.05 \$	Carswell
Normes : ouvrages routiers / [préparé par le Ministère des transports]. -- / Québec : Publications du Québec, 1992-				
	189918	01-11-13	01-11-14	Abonn. / Réabonn.
		4	237.07 \$	Ministère des transports du Québec
Projet de loi no ... : ... : présentation / Assemblée nationale. -- / [Québec?] : Éditeur officiel du Québec.				
	190684	08-06-13	07-06-14	Abonn. / Réabonn.
		1	224.20 \$	Les Publications du Québec Service à la clientèle-abonnements
Psychotropes : revue internationale des toxicomanies. -- / 12452092 / Paris : Masson, 1995-				
	189957	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	356.38 \$	EBSCO Canada Ltd Contact: Valérie Dumas
Relations de travail / Équipe de rédaction, Me Jean-Yves Brière avec la collaboration de Me Jean-Pierre Villaggi et les rédacteurs des Publications CCH Ltée. -- / Brossard, Québec : Publications CCH Ltée.				
	191076	01-06-13	01-06-14	Abonn. / Réabonn.
		1	1,379.70 \$	Publications CCH Ltée
Relations industrielles = Industrial relations. -- / 0034379X / Québec : Département des relations industrielles, 1950-				
	189874	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	344.92 \$	EBSCO Canada Ltd Contact: Valérie Dumas
Résumés de droit pénal. -- / 14964899 / Montréal : Éd. Yvon Blais, 2001-				
	190555	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	250.37 \$	Thomson Reuters
Revue de droit. -- / 03179656 / [Sherbrooke, Québec] : Faculté de droit, Université de Sherbrooke, 1970-				
	190382	31-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	103.49 \$	Université de Sherbrooke Faculté de droit
Revue générale de droit. -- / 00353086 / Ottawa : Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, 1970-				
	190772	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	172.46 \$	Wilson & Lafleur Ltée
Revue juridique Thémis. -- / 05567963 / Montréal : Éditions Thémis, 1970-				
	190914	01-04-14	01-04-15	Abonn. / Réabonn.
		2	110.38 \$	Éditions Thémis Université de Montréal Faculté de droit
Santé et sécurité au travail / Murielle Drapeau, Richard Mailhot et les rédacteurs des Publications CCH Ltée.. -- / aFarnham : Publications CCH/FM Ltée, 1982-				
	190157	01-01-14	01-01-15	Abonn. / Réabonn.
		1	1,340.85 \$	Publications CCH Ltée
Tableau des modifications et index sommaire des Règlements refondus du Québec du ... -- / 0714749X / [Québec] : Éditeur officiel du Québec, 1985-				
	190640	01-03-14	01-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	73.50 \$	Les Publications du Québec Service à la clientèle-abonnements

The gazette. -- / 03841294 / Montreal : [s.n.], 1867-				
	190896	04-03-14	18-03-15	Abonn. / Réabonn.
		2	772.36 \$	The Gazette
The Nation. -- / 12062642 / Montréal : Beesum Communications, 1993-				
	186012	01-06-13	31-05-14	Abonn. / Réabonn.
		1	68.99 \$	Beesum Communications a/s Claire MacKinnon
Training. -- / 00955892 / New York : Gellert, 1974-				
	189958	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	198.96 \$	EBSCO Canada Ltd Contact: Valérie Dumas
Travail et santé. -- / 08290369 / Napierville, [Québec] : Groupe de communications Sansectra, 1985-				
	189975	01-09-13	01-12-14	Abonn. / Réabonn.
		2	95.08 \$	Groupe de communications Sansectra
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législation annotées / Madeleine Lemieux. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2002-				
	190095	01-04-13	31-03-14	Abonn. / Réabonn.
		1	142.70 \$	Éditions Yvon Blais
Vecteur environnement. -- / 1200670X / Montréal : Association québécoise des techniques de l'environnement, 1995-				
	189849	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	71.28 \$	Réseau environnement
L'Écho Abitibien. -- / Val-d'Or : [s.n.], 1950-				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	65.60 \$	Publications du Nord-Ouest
Journal des Débats de la chambre. -- / Québec : Assemblée nationale.				
		15-10-13	15-10-14	Abonn. / Réabonn.
		1	145.00 \$	Ministre des finances du Québec
Journal de la Commission de l'économie et du travail. -- / Québec : Assemblée nationale.				
		15-10-13	15-10-14	Abonn. / Réabonn.
		1	100.00 \$	Ministre des finances du Québec
Native Journal. -- / Sherwood Park, AB : Native Journal.				
		13-03-13	13-03-14	Abonn. / Réabonn.
		1	45.10 \$	Native Journal
L'Avant-poste gaspésien. -- /				
		01-10-13	01-10-14	Abonn. / Réabonn.
		1	201.21 \$	
Canadian property management. -- /				
		01-01-13	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	63.00 \$	
Effectif. -- /				
		01-01-13	31-12-13	Abonn. / Réabonn.
		1	122.25 \$	
Espace Montréal. -- /				

		01-07-13	30-06-14	Abonn. / Réabonn.
		1	91.98 \$	
Frontière. -- /				
		15-08-13	15-08-14	Abonn. / Réabonn.
		1	65.60 \$	
Jamésien. -- /				
		01-02-13	31-01-14	Abonn. / Réabonn.
		1	15.30 \$	
M public sector management. -- /				
		01-01-13	31-12-13	Abonn. / Réabonn.
		1	155.00 \$	
Maison du 21e siècle. -- /				
		01-01-13	31-12-13	Abonn. / Réabonn.
		1	11.50 \$	
Le Nouvelliste. -- /				
		03-08-13	03-08-14	Abonn. / Réabonn.
		1	252.90 \$	
Premières nations. -- /				
		18-03-13	18-03-14	Abonn. / Réabonn.
		1	36.79 \$	
Premium. -- /				
		01-04-13	01-04-14	Abonn. / Réabonn.
		1	44.84 \$	
Québec habitation APCHQ. -- /				
		01-09-13	01-09-14	Abonn. / Réabonn.
		1	77.97 \$	
Quotidien du Saguenay. -- /				
		10-08-13	10-08-14	Abonn. / Réabonn.
		1	495.06 \$	
Revue du barreau. -- /				
		01-01-13	31-12-13	Abonn. / Réabonn.
		1	300.03 \$	
Total (Nombre d'exemplaires et coûts) :		129	21,697.93 \$	
<u>Abonnements des documents et bases de données en version électronique</u>				
E-CPS [ressource électronique]. -- /				
		25-03-13	25-03-14	Abonn. / Réabonn.
		3	1,338.75 \$	

Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information [ressource électronique] / de l'Association sur l'accès et la protection de l'information ; rédactrices pour l'AAPI, Diane Poitras et Mélanie Vincent. -- / Cowansville, Québec : Éditions Yvon Blais, c2006-c2012.				
	190273	17-01-14	17-01-15	Abonn. / Réabonn.
		1	500.00 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
IT Pro [ressource électronique]. -- / Nashua, NH : Skillsoft, 2002-				
	190871	31-03-14	30-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	6,847.10 \$	Skillsoft
Juris.doc [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-				
	190416	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		3	5,988.00 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
La Presse sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 200?-				
	190917	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		4	9.20 \$	Éditions La Presse
La Semaine commerciale [ressource électronique]. -- / Laval : Groupe Echo, 200?-				
	190919	14-02-14	13-02-15	Abonn. / Réabonn.
		1	373.67 \$	Groupe Echo
Le Droit sur mon ordi [ressource électronique]. -- / Montréal : Gesca, 2010-				
	190916	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		4	9.20 \$	Le Droit
Légis Québec [ressource électronique]. -- / aQuébec : Les Publications du Québec, 2003. --				
	190309	29-01-14	29-01-15	Abonn. / Réabonn.
		3	2,385.00 \$	Les Publications du Québec Service à la clientèle
Les affaires [ressource électronique]. -- / Montréal : [Publications Les Affaires, 1981]-				
	190996	01-05-14	01-10-14	Abonn. / Réabonn.
		1	68.97 \$	zinio.com
Loi et règlements sur les régimes complémentaires de retraite [ressource électronique] : extraits commentés / [Comité de rédaction Luce Gobeil ... et al. ; collaboration à la conception et à la rédaction André Lorquet, Renée Madore, Mario Marchand]. -- / Québec : Régie des rentes Québec, [2005]-				
	190655	01-04-14	31-03-15	Abonn. / Réabonn.
		1	600.00 \$	Régie des rentes du Québec Direction des communications
MDGuidelines [ressource électronique]. -- / Westminster, CO: Reed Group. 1991-				
	190554	28-02-14	28-02-15	Abonn. / Réabonn.
		2	1,100.00 \$	Reed Group
Nouveau projet [ressource électronique]. -- / 19278039 (version imprimée) / Montréal : Atelier 10, 2012-				
	190868	01-02-14	01-02-15	Abonn. / Réabonn.
		1	33.34 \$	Atelier 10 inc.
Plumitifs [ressource électronique] : documentation juridique. -- / Montréal : Société québécoise d'information juridique, 2003-				

	190437	01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		3	15,096.00 \$	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)
La Référence [ressource électronique]. -- /				
		01-12-13	01-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	4,052.00 \$	
The Economist [ressource électronique]. -- / Londres: Economist Group, 2008-				
	190305	04-02-14	04-02-15	Abonn. / Réabonn.
		1	158.65 \$	Economist Publications Ltd.
PC Magazine [ressource électronique]. -- / New-York, NY : PC Magazine.				
		03-07-13	03-07-14	Abonn. / Réabonn.
		1	25.23 \$	zinio.com
Harvard Business Review [ressource électronique]. -- / Boston : Graduate School of Business Administration, Harvard University.				
		28-11-13	28-11-14	Abonn. / Réabonn.
		1	125.32 \$	zinio.com
Avantages [ressource électronique]. -- / Montréal : Éditions Rogers.				
		28-11-13	28-11-14	Abonn. / Réabonn.
		1	63.24 \$	zinio.com
Premium [ressource électronique]. -- / Montréal : Transcontinental.				
		09-11-13	09-11-14	Abonn. / Réabonn.
		1	45.98 \$	zinio.com
Bloomberg Businessweek [ressource électronique]. -- / New-York, NY : Bloomberg L.P.				
		06-08-13	06-08-14	Abonn. / Réabonn.
		1	35.49 \$	zinio.com
L'Actualité économique [ressource électronique]. -- / Montréal : École des Hautes Études Commerciales.				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	120.00 \$	Érudit
Les Cahiers de droit [ressource électronique]. -- / Québec : Université Laval, Faculté de droit.				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	67.50 \$	Érudit
Recherches amérindiennes au Québec [ressource électronique]. -- / Montréal : Recherches amérindiennes au Québec.				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	120.00 \$	Érudit
Relations industrielles / Industrial relations [ressource électronique]. -- / Québec : Département des relations industrielles.				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	150.00 \$	Érudit
Revue des sciences de l'éducation [ressource électronique]. -- / Montréal : Revue des sciences de l'éducation.				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	233.00 \$	Érudit
Le Failli [ressource électronique]. -- / Montréal : GDL Crédit Ressource Québec.				
		10-06-13	10-06-14	Abonn. / Réabonn.
		1	425.00 \$	GDL Crédit Ressource Québec

Droit immobilier du Québec [ressource électronique]. -- / Montréal : GDL Crédit Ressource Québec.				
		10-06-13	10-06-14	Abonn. / Réabonn.
		1	704.00 \$	GDL Crédit Ressource Québec
Le Courrier parlementaire [ressource électronique]. -- / Montréal : Mass-Média.				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	2,242.01 \$	Mass-Media
Citation [ressource électronique]. -- / Québec : Novaxis Solutions.				
		01-08-13	31-07-14	Abonn. / Réabonn.
		1	914.05 \$	Novaxis Solutions
Le Catalogue [ressource électronique]. -- / Notre-Dame de l'Île Perrot : Services automatisés				
		16-05-13	16-05-14	Abonn. / Réabonn.
		1	454.15 \$	Services automatisés
Express civil [ressource électronique]. -- /				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	715.00 \$	SOQUIJ
Express du travail [ressource électronique]. -- /				
		01-01-14	31-12-14	Abonn. / Réabonn.
		1	930.00 \$	SOQUIJ
Bulletin de la période de questions [ressource électronique]. -- /				
		01-02-13	31-12-13	Abonn. / Réabonn.
		1	1,724.63 \$	Ryan
Total (Nombre d'accès/exemplaires et coûts) :		48	47,654.48 \$	

GRAND TOTAL du coût des abonnements pour les documents imprimés et électroniques	69,352.41 \$	
---	---------------------	--

Veillez noter que nous avons exclus les titres qui sont gratuits.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

de fiche : RGX34

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Comme la Commission de la construction du Québec est un organisme non budgétaire, elle n'avait pas à faire un plan de réduction de dépenses dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2013-2014, puisque ses dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'équilibre budgétaire.

Toutefois, la CCQ applique les paramètres salariaux déterminés par le Conseil du Trésor. De plus, aucun boni ou prime au rendement n'est versée par la CCQ.

Enfin, la CCQ a réduit sa demande de subvention au gouvernement du Québec pour la lutte au travail au noir pour 2013-2014 à 5,0 M\$, par rapport à 6,2 M\$ pour 2012-2013 et 8,7 M\$ en 2011-2012.

SOURCE : Commission de la construction du Québec

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale 5 juin 2014